

Pays de Lorient, ambitions nouvelles

Pour sortir de la crise par le haut

Afin de minimiser l'impact sanitaire de la pandémie COVID 19, l'État a mis en place, depuis près de deux mois, des mesures de confinements qui ont remplies leurs rôles. À cette crise sanitaire est venue s'ajouter une crise économique et sociale. Le pays de Lorient n'échappe pas à ces crises même si, pendant cette période, les systèmes de santé, les collectivités territoriales, les institutions, les associations, les entreprises et les citoyens de notre territoire ont mis en place de nombreuses actions de solidarité.

En termes d'économie et donc d'emplois, le poids du secteur public (notamment toutes les activités liées au domaine militaire) a évité l'effondrement. Cependant, beaucoup de secteurs risquent de payer un tribut particulièrement lourd dans les prochaines semaines. On peut citer, par exemple, toutes les activités associées aux secteurs de la culture, avec, notamment, le report du Festival Interceltique, du tourisme et du sport.

Cette crise majeure impose de s'engager dans un développement responsable permettant aux habitants du pays de Lorient de « bien vivre dans un environnement sain ».

Le CDPL a pour rôle de donner un avis citoyen aux élus sur les politiques publiques qu'ils conduisent et de proposer des pistes d'actions nouvelles. C'est le sens du document « *87 idées citoyennes pour un pays de Lorient créatif, durable, convivial et solidaire* » publié en Mars dernier.

Plusieurs de ces propositions sont plus que jamais d'actualité et de nature à engager le pays de Lorient vers de nouvelles ambitions :

Tout d'abord, dans le domaine de la santé :

Lorient Agglomération avait été précurseur en acceptant, à l'unanimité, de tester, dès 2018, un guide méthodologique de « Diagnostic Local Santé-Environnement ».

Il faut maintenant déployer ce DLSE sur l'ensemble du Pays de Lorient et le décliner en actions opérationnelles dans le cadre d'un plan territorial santé environnement.

Il est clair que dans les mois à venir les besoins de financements publics pour répondre aux urgences sociales vont être considérables. Pour autant, il ne faudrait pas que cette situation empêche d'engager des actions essentielles pour l'avenir du pays de Lorient. Trois axes nous paraissent à privilégier :

1. Donner à chaque citoyen l'accès à des produits alimentaires sains et de qualité.

Beaucoup de progrès ont été réalisés dans le domaine agricole avec le développement du bio et dans la commercialisation avec l'essor des circuits courts (ventes à la ferme, paniers,). Ce mouvement s'est encore accentué ces dernières semaines. Cependant, il faut convenir que beaucoup de ménages ne

peuvent avoir accès à ces productions souvent pas accessibles pour leurs moyens. Il faut les rendre plus accessible. Pour cela, nous proposons de réunir dès cet été une large table ronde sur le sujet avec :

- Des agriculteurs qu'ils soient bios ou pratiquant l'agriculture de conservation ou l'agriculture raisonnée
- Les associations qui ont développé des initiatives innovantes
- Les distributeurs privés ou coopératifs
- Les consommateurs
- Les représentants de la restauration collective
- Les élus qui gèrent l'alimentation des scolaires

2. Engager un vaste plan de rénovation thermique de l'habitat

Pour répondre à des besoins

- *Environnementaux* : l'habitat est le second secteur d'émissions de gaz à effet de serre et la France s'est engagée à être zéro carbone en 2050
- *Sociaux* : Ce sont les ménages les plus pauvres qui habitent dans les « passoires thermiques » et qui consacrent la part la plus importante de leur budget à se chauffer.

Il serait dommage que le coût très bas de l'énergie que l'on connaît actuellement relègue au second plan cette priorité. Cette situation est conjoncturelle et même bon marché les rejets de CO2 restent une cause majeure du réchauffement climatique. Au contraire, le niveau actuel de taux d'intérêt permet, actuellement, aux collectivités et aux particuliers de s'endetter à très long terme ce qui permet un retour sur investissement (coût annuel des travaux compensés par la réduction des dépenses d'énergie). Par ailleurs, un tel plan sur les agglomérations serait créateur de nombreux emplois et permettrait le développement de l'expertise des entreprises du bassin de Lorient. Les collectivités publiques et bailleurs sociaux doivent « sortir » dès la rentrée 2020 tous les projets seulement en attente de financement pour alimenter le plan de charges des entreprises.

Le CDPL souhaite par ailleurs voir émerger des chantiers participatifs entre habitants concernés directement par ce sujet.

3. Promouvoir l'usage du vélo.

La crise sanitaire risque provoquer une crainte de prendre les transports collectifs et un retour à la voiture individuelle avec pour conséquence l'augmentation des bouchons et de la pollution. Pour éviter cela, la meilleure solution est d'inciter à l'usage de moyens de transport doux et notamment du vélo qui, par ailleurs, peut contribuer à la bonne santé des habitants. Pour cela il est nécessaire que

- Chacune des 3 agglomérations se dote d'un plan vélo permettant une pratique sereine et confortable. L'excellente proposition de l'association Vélo 'Orient et les récentes décisions de la ville de Lorient montrent que cela est possible avec des dépenses supplémentaires très modestes. Le CDPL souhaite que chacun des exécutifs des agglomérations prenne ce sujet à bras le corps dès maintenant. On peut très vite arriver à des améliorations tangibles.
- Créer une incitation financière puissante. Si l'on veut l'on veut étendre cette pratique à pour un usage quotidien d'une dizaine de Km, c'est le vélo électrique qui est la solution. La dotation

pour la location de vélos électriques de Vélo An Oriant est très nettement insuffisante, elle doit être significativement augmentée avant la rentrée. L'achat est un investissement moyen de 1749 € qui est un budget trop important pour de nombreuses familles. Les agglomérations doivent impulser le mouvement en accordant une aide directe de 500€ comme c'est le cas dans de très nombreuses agglomérations. Cette intervention publique devrait être aussi complétée par des dispositifs au sein des entreprises et des commerces spécialisés et aussi par l'État qui vient de mettre en place une aide à la réparation.

Enfin, le CDPL souhaite rappeler que la Culture n'est pas un luxe et qu'elle est indispensable à la bonne santé des habitants et à l'attractivité du territoire. Les élus doivent à tout prix au moins maintenir leurs contributions aux activités et manifestations culturelles et aider les initiatives nouvelles qui ne vont pas manquer compte tenu des nouvelles contraintes.

Tous les citoyens du pays de Lorient sont invités à rejoindre les réunions et groupes de travail qui se tiendront pour faire prospérer ces différentes idées.

Informations : contact@cdpl.bzh